



Alain Blanc (à gauche) devant l'usine de Cenon, hier. PHOTO DA.

Associations contre l'usine d'incinération

CENON Le collectif Déchets girondins, qui regroupe une quarantaine d'associations, a réagi hier à la décision de Bordeaux Métropole de prolonger de sept ans au moins l'incinérateur de déchets ménagers qu'exploite le groupe Veolia. « En 2012, 46 % des déchets ménagers provenaient de l'extérieur de l'agglomération, la preuve de son inutilité », prétend Alain Blanc, l'animateur du collectif girondin adossé à l'usine de Cenon. Jean Leprince, directeur du site, parlait de

100 000 tonnes et d'une quantité égale traitée par Astria, à Bègles (« Sud Ouest » de jeudi). « On pouvait prévoir une fermeture échelonnée à horizon 2020 et on se trouve devant l'aberration d'une usine remise aux normes avec le potentiel d'incinérer deux fois plus que ce qui est produit », dénonce Gérard Chausset, l'élu EELV ayant voté contre au conseil de Bordeaux Métropole. « Le résultat de l'absence de courage chez Rousset, Feltesse et Juppé qui se sont succédé à la CUB », juge-t-il. Alain Blanc pointe aussi « la responsabilité de l'État » et l'absence d'une réelle politique de réduction des déchets.